

«C A N A D A

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

PROVINCE DE QUÉBEC
District de Montréal

No. R-3867-2013 – PHASE 3

ÉNERGIR, S.E.C., société dûment constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1717, rue du Havre, en les ville et district de Montréal, province de Québec,

(ci-après «Énergir»),

3^e DEMANDE RÉAMENDÉE RELATIVE À LA PHASE 3 DU DOSSIER GÉNÉRIQUE PORTANT SUR L'ALLOCATION DES COÛTS ET LA STRUCTURE TARIFAIRE DE ÉNERGIR
[Articles 31(1), 31(5), 32(3^o) 49(6^o) et 51 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*,
L.R.Q. c. R-6.01 (la «Loi»)]

AU SOUTIEN DE SA DEMANDE, ÉNERGIR EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

I. HISTORIQUE ET CONTEXTE

1. Le 30 janvier 2014, la Régie rendait sa décision D-2014-011 portant sur la reconnaissance des intervenants et précisant l'encadrement procédural du présent dossier;
2. Par cette décision, la Régie, notamment :
 - a) scindait le dossier en deux phases, dont la première phase porterait sur l'examen des méthodes d'allocation des coûts et la deuxième sur la structure tarifaire, l'interfinancement et la stratégie tarifaire,
 - b) demandait à Énergir de fixer trois séances de travail portant sur le sujet de la première phase,
 - c) demandait à Énergir de déposer, au terme des séances de travail, une preuve intégrant l'ensemble de ses propositions en matière d'allocation de coûts;
3. Les séances de travail de la phase 1 ont eu lieu les 3 et 17 avril 2014 ainsi que le 7 mai 2014;
4. Énergir a déposé ses propositions en matière d'allocation de coûts dans le cadre de la phase 1, tel qu'il appert notamment de la pièce Gaz Métro-2, Document 1;
5. Les audiences relatives à la phase 1 se sont déroulées du 13 au 17 avril 2015, date à laquelle la Régie a pris en délibéré l'examen des demandes formulées par Énergir quant aux méthodes d'allocation de coûts;
6. Depuis que la Régie a rendu sa décision procédurale D-2014-011 dans le présent dossier, elle a rendu une série de décisions, dans plusieurs dossiers, reportant l'examen de différents sujets dans le cadre de la phase 2 du présent dossier, tel qu'il appert notamment de la liste de suivis reproduite à la page 9 de la pièce Gaz Métro-5, Document 1;

-
7. Selon Énergir, l'augmentation des sujets devant être traités dans le présent dossier requiert la création de nouvelles phases afin de permettre à la Régie de disposer efficacement des demandes relatives à ces nombreux sujets, et de permettre à Énergir de considérer les décisions rendues par la Régie dans l'élaboration de ses demandes subséquentes;
 8. Ainsi, lors du dépôt de sa demande en phase 2 le 28 avril 2016, Énergir a proposé que le présent dossier générique soit scindé en quatre phases, soit :
 - a) une phase 1 relative aux méthodes d'allocation de coûts, [...] dont la décision finale a été rendue le 23 juin 2016 (D-2016-100),
 - b) une phase 2 relative à la révision des services de fourniture, de transport et d'équilibrage ainsi que la refonte du service interruptible, qui a fait l'objet d'un dépôt en avril 2016,
 - c) une phase 3 relative à la fixation des coûts marginaux de prestation de services de long terme (« coûts marginaux »), qui fait l'objet du présent dépôt,
 - d) une phase 4 relative à la révision du service de distribution;
 9. Le 4 août 2016, la Régie a rendu une décision procédurale en phase 2 (D-2016-126), dans laquelle elle indiquait notamment qu'en l'absence de preuve relativement à la fixation des coûts marginaux, elle réservait sa décision sur ce sujet « ainsi que sur la pertinence d'en traiter distinctement dans une phase qui lui serait dédiée »;
 10. [...]
 11. Le 5 octobre 2016, Énergir a déposé sa demande relative à la fixation des coûts marginaux
 12. Le 8 novembre 2016, suite à la tenue d'une rencontre préparatoire, la Régie a rendu sa décision D-2016-169 par laquelle elle créait la phase 3 du présent dossier portant sur les coûts marginaux (sujet A) ainsi que sur l'examen de la méthodologie d'évaluation de la rentabilité des projets d'extension de réseau (sujet B);
 13. Dans cette même décision (par. 46), la Régie demandait à Énergir de déposer, au plus tard le 19 janvier 2017, à 12h, sa preuve relative au sujet B;
 14. Le 19 janvier, la Régie accordait un délai à Énergir, soit jusqu'au 20 janvier, à 16h, afin de déposer sa preuve relative au sujet B;
 15. [...] Le 20 janvier 2017, Énergir déposait sa preuve relative au sujet B, le tout sans préjudice à l'égard de ses droits et représentations dans le cadre du dossier R-3998-2017;
 16. [...] Le 1^{er} février 2017, la Régie rendait sa décision D-2017-009 par laquelle elle demandait notamment à Énergir de déposer une preuve complémentaire relativement au sujet B;
 17. Le 16 février 2017, Énergir déposait une demande réamendée ainsi que la preuve complémentaire requise par la Régie;

-
18. Le 7 mars 2017, la Régie rendait sa décision procédurale D-2017-026 fixant le calendrier procédural relatif au traitement du sujet B de la phase 3;
 19. Les 24 et 27 mars 2017, Énergir recevait les demandes de renseignements de la Régie et des intervenants en lien avec le sujet B de la phase 3;
 20. Le 4 avril 2017, Énergir proposait (B-0237) une nouvelle approche procédurale afin de lui permettre de retenir les services d'un expert, de répondre aux DDR reçues et de déposer une nouvelle preuve;
 21. Le 7 avril 2017, la Régie acceptait la proposition formulée par Énergir et modifiait conséquemment le calendrier procédural relatif au sujet B de la phase 3;
 22. Par la présente, Énergir dépose un rapport d'expert produit par la firme Black and Veatch ainsi qu'une nouvelle preuve.

II. Étude sur les coûts marginaux de prestation de services de long terme appliqués à l'analyse de rentabilité (pièce Gaz Métro-6, Documents 1 et 2)

23. [...]

III. Méthodologie d'évaluation de la rentabilité des projets d'extension de réseau (pièce Gaz Métro-7, Documents 1 à 5 et Gaz Métro-9, Documents 1 à 8)

24. En suivi des décisions D-2016-090 et D-2016-169, Énergir a présenté, par l'intermédiaire de sa demande produite le 20 janvier 2017 (B-0176), sa preuve relative à la méthodologie d'évaluation de la rentabilité des projets d'extension de réseau et demandait à la Régie de :
 - a) prendre acte du suivi requis par les décisions D-2016-090 et D-2016-169 relatifs aux projections d'extension du réseau sur un horizon de cinq et dix ans et à la production d'un rapport de balisage des approches existantes dans les autres provinces à l'égard des critères d'acceptabilité des projets d'extension du réseau, et
 - b) prendre acte de la méthodologie d'évaluation de la rentabilité des projets d'extension de réseau,tel qu'il appert de la pièce Gaz Métro-7, Document 1;
25. En suivi de la décision D-2017-009, Énergir a déposé un complément de preuve relatif à la méthodologie d'évaluation de la rentabilité des projets d'extension de réseau et demande à la Régie de prendre acte de ce suivi, le tout tel qu'il appert de la pièce Gaz Métro-7, Document 2;
26. Par la présente, Énergir dépose, sous la cote Gaz Métro-7, Document 5, un rapport d'expert produit par la firme Black & Veatch en lien avec le sujet B de la phase 3;
27. Sur la base des constats et recommandations contenus au rapport d'expert, Énergir dépose une preuve additionnelle décrivant une méthodologie modifiée d'évaluation de la rentabilité et des critères d'acceptation des projets de développement et demande à la Régie d'en prendre acte, tel qu'il appert de la pièce Gaz Métro-7, Document 4;

28. La présente demande est bien fondée en faits et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA RÉGIE :

ACCUEILLIR la présente demande;

À l'égard du traitement procédural du présent dossier

[...]

À l'égard de la fixation des coûts marginaux de prestation de services de long terme (pièce Gaz Métro-6, Documents 1 et 2)

[...]

À l'égard de la méthodologie d'évaluation de la rentabilité des projets d'extension de réseau (pièce Gaz Métro-7, Documents 1 à 5 et Gaz Métro-9, Documents 1 à 8)

PRENDRE ACTE du suivi requis par les décisions D-2016-090 et D-2016-169 relatifs aux projections d'extension du réseau sur un horizon de cinq et dix ans et à la production d'un rapport de balisage des approches existantes dans les autres provinces à l'égard des critères d'acceptabilité des projets d'extension du réseau;

PRENDRE ACTE de la méthodologie modifiée d'évaluation de la rentabilité et des critères d'acceptation des projets de développement décrite à la pièce Gaz Métro-7, Document 4.

[...]

INTERDIRE pour une période indéterminée, la divulgation, la publication et la diffusion des informations caviardées contenues à la pièce B-0253, Gaz Métro-9, Document 1, p. 36, lesquelles sont déposées sous pli confidentiel

Montréal, le 11 décembre 2017

(s) *Hugo Sigouin-Plasse*

M^e Hugo Sigouin-Plasse

[...]

Procureur d'Énergir

1717, rue du Havre

Montréal (Québec) H2K 2X3

téléphone : (514)-598-3767

télécopieur : (514)-598-3839

adresse courriel pour ce dossier :

dossiers.reglementaires@gazmetro.com